



**Commission permanente de Contrôle linguistique**  
**rue Montagne du Parc 4 – 1000 BRUXELLES**

---

Bruxelles, le ....

[...]

[...]

Monsieur le Président,

En sa séance du 21 juin 2007, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à une plainte déposée en raison du fait que les notaires [...] (Bruxelles) et [...] (1060 Bruxelles) ont diffusé des affiches unilingues françaises pour la vente publique d'un bien immobilier situé dans [...] à Woluwe-Saint-Lambert.

Vous avez communiqué à la CPCL qu'il s'agit ici d'une vente publique judiciaire.

Conformément à la jurisprudence constante de la CPCL, des affiches concernant la vente publique d'un bien immeuble constituent des avis et communications au public (cf. avis 35.243/II/PN du 29 avril 2004).

Lorsque le notaire intervient en tant que collaborateur du pouvoir judiciaire, il tombe sous l'application de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, chaque fois qu'il accomplit des actes qui font partie de la procédure judiciaire, à l'exception des actes de nature administrative auxquels s'appliquent les LLC en vertu de leur article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

Comme il s'agit en l'occurrence d'une vente judiciaire, la CPCL s'estime incompétente en la matière.

Le plaignant peut s'adresser toutefois au ministre de la Justice, rue du Commerce 78-80 à 1040 Bruxelles.

Copie du présent avis est notifiée aux notaires [...] et [...], ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Le Président,**

[...]